

[Texte]

Mr. Jelinek: It will be replaced in the guide by much simpler language. We are using outside assistance, particularly the Plain Language Centre, to help us put in as much plain language as possible.

Ms McLaughlin: Are they all lawyers at the Plain Language Centre?

An hon. member: They are simple lawyers, just like me.

Mr. Pickard (Essex—Kent): I would like to go back to something off the wall. As I look at these forms, they get thicker. The whole guide gets thicker each year. The forms seem to be more complicated, although you are trying to simplify them. I honestly feel that for 99% of the work force in this country there are pretty simple choices, and in today's computer data age you could almost identify each one of those choice areas, where people could fill out information forms and then opt to go through some kind of computer process for that information form, which will punch out exactly what they owe. That could be done in regional centres or somewhere.

When I look at seniors or people who are not really astute about what is going on, they have to have somebody fill it out, their son or daughter or 25 others. I think it could be done in a more simplistic way, and we could provide a service through computers that would solve 95% of their problems. I believe. That again may be off the wall, but I do think—

Mr. Dorin (Edmonton Northwest): We looked into it in the last Parliament.

Mr. Pickard: What answer did you come up with?

Mr. Dorin: I think they might tell you what happened with the trial. When we looked into it, generally in the United States and other places where it was tried, people do not trust the tax department to fill out their tax forms, and it was not very popular.

Mr. Pickard: I do not think I just said that. I said have a form where they fill in information, and the information is run through a computer where consistent answers come out of it. It is not to fill in the forms. They can see exactly what they have with the information inputs. You have inputs, you receive outputs, and I think that can be done.

Mr. Jelinek: You are absolutely right, and it is not an off-the-wall suggestion. We tried a pilot project last year called the Infotax service. As you know, it was attempted in Ottawa, and it worked very well. We are expanding it to Vancouver, Edmonton, Toronto, Hamilton, Montreal, Saint John and Ottawa for next year, and hopefully the following year it could be a Canada-wide effort.

[Traduction]

M. Jelinek: Il sera remplacé dans le guide par quelque chose de beaucoup plus lisible. Nous exploitons les ressources externes et notamment le Centre de promotion de la lisibilité, pour que la rédaction soit aussi abordable que possible.

Mme McLaughlin: Est-ce que tous les gens du Centre sont des avocats?

Une voix: Ce sont de simples avocats, comme moi.

M. Pickard (Essex—Kent): J'aimerais revenir à quelque chose de farfelu. Il me semble que les formulaires deviennent de plus en plus épais d'année en année. Et on peut en dire autant du guide. Les formulaires semblent plus compliqués, malgré vos efforts de simplification. J'ai vraiment l'impression que, pour 99 p. 100 des travailleurs du pays, les choix à faire sont fort simples et que, aujourd'hui, à l'ère de l'informatique, il serait pratiquement possible de définir chacun de ces domaines de choix et, alors, les gens pourraient remplir leurs formulaires et choisir un traitement informatisé qui donnerait le calcul exact du solde exigible. Cela pourrait se faire dans des centres régionaux ou des endroits du genre.

Les personnes âgées ou d'autres personnes qui ne saisissent pas vraiment le processus doivent faire remplir leurs formulaires par quelqu'un d'autre, leur fils, leur fille ou qui encore. Cela pourrait se faire d'une façon beaucoup plus simple et nous pourrions donner un service informatisé qui réglerait les problèmes dans 95 p. 100 des cas, il me semble. Cela semble peut-être farfelu mais je pense. . .

M. Dorin (Edmonton-Nord-Ouest): Nous avons examiné la question lors de la dernière législature.

M. Pickard: Et à quelle réponse en êtes-vous arrivé?

M. Dorin: Je pense qu'on pourra vous donner les résultats de l'essai. Lorsque nous nous sommes penchés sur les résultats de l'expérience faite aux États-Unis et ailleurs, il en est ressorti que la majorité des gens ne faisaient pas confiance au ministère du Revenu pour ce qui est de remplir leurs formulaires d'impôt et ce genre de système n'a donc pas selon lui la faveur du public.

M. Pickard: Mais ce n'est pas de cela que j'ai parlé, il me semble. Je parle d'un formulaire que le contribuable remplit et qui est par la suite traité par ordinateur d'une façon cohérente. Il ne s'agit pas pour des fonctionnaires de remplir des formulaires. Le contribuable contrôle l'entrée des données. Il fournit les données d'entrée et reçoit des données de sortie. Et cela me semble possible.

M. Jelinek: Vous avez tout à fait raison et ce n'est pas du tout une proposition farfelue. Nous avons lancé l'an dernier un projet pilote: le service Infotax. Comme vous le savez, l'expérience pilote faite à Ottawa a très bien réussi. Pour l'an prochain, nous répéterons l'expérience à Vancouver, Edmonton, Toronto, Hamilton, Montréal, Saint-Jean et Ottawa et, l'année d'après, nous l'espérons ce sera fait à l'échelle du Canada.